

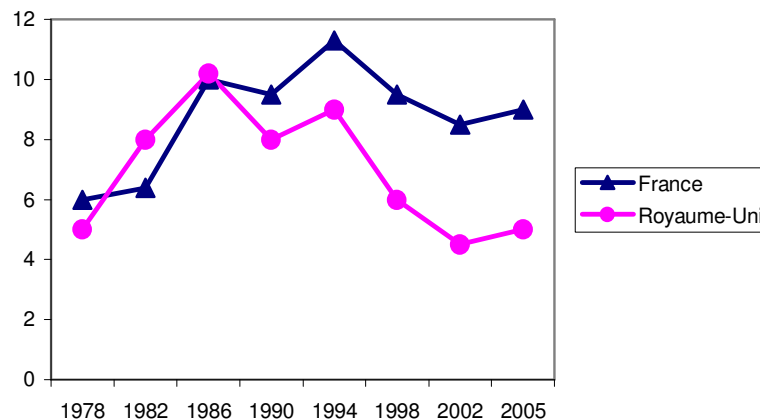


## DEUX FAUX JUMEAUX : POURQUOI COMPARER LES DEUX PAYS ?

### Des structures comparables

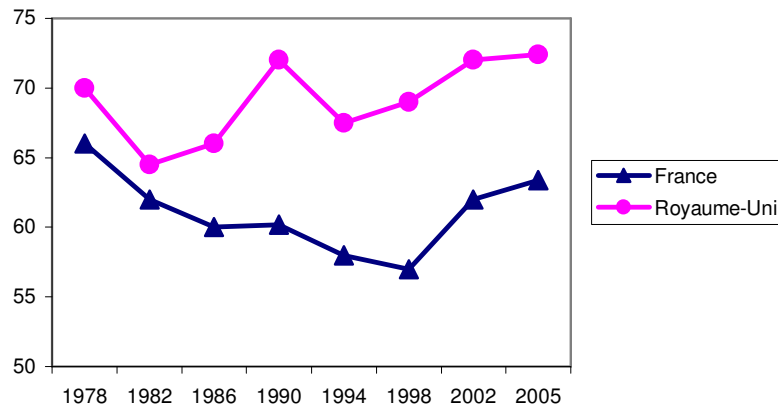
Pour appliquer des recettes, il faut les mêmes ingrédients. Or la France et le Royaume-Uni en ont de nombreux en commun et il est pertinent de comparer les deux frères-ennemis : leurs populations sont égales (60M d'habitants), la structure de leur PIB est très similaire (les richesses nationales proviennent à 72% des services dans les deux pays, et respectivement à 25% et 27% de l'industrie). Seuls l'emploi et la richesse par habitant marquent un point de rupture dans la comparaison des deux voisins européens. Avec un taux de chômage moitié moindre et un taux d'emploi de 10 points supérieur, le Royaume-Uni compte 4M d'emplois supplémentaires ! Et le PIB par habitant, qui représentait 75% de celui de la France en 1980, atteint aujourd'hui les 110%, soit un supplément de richesse de € 1500 par personne et par an.

Taux de chômage comparé



Sources : Insee et Labour Force Survey (2005)

### Taux d'emploi comparé



Source : OCDE 2005

### Historique comparable

Exsangue à la fin des années 1970, le Royaume-Uni doit solliciter un prêt auprès du FMI en 1976 et apparaît comme « l'homme malade de l'Europe ». Ultime épreuve précédant l'arrivée au pouvoir de Margaret Thatcher, l'hiver 1978-79 voit se multiplier des grèves dures, échappant totalement à l'autorité du gouvernement. C'est le « *Winter of Discontent* », qui se traduit par 30M de journées de travail perdues, et engendre un profond sentiment d'exaspération au sein de la population. C'est de cette guerre sociale et de ce « ras-le-bol » généralisé que naîtront l'élection de Margaret Thatcher et l'acceptation du changement. Les Britanniques n'étaient pas plus ouverts à la réforme que les Français ne le sont aujourd'hui. Or, depuis les années 1990, ils ont non seulement rattrapé leur retard, mais font en outre la course en tête et ne semblent pas prêts de s'arrêter de courir.

**Aujourd'hui, le Royaume-Uni est l'étalon à l'aune duquel les pays se comparent et le modèle duquel la France puise ses idées nouvelles (sans le dire)**

Depuis deux ans, un grand nombre de réformes accomplies s'inspirent sans l'avouer des méthodes britanniques. Car la France se méfie du Royaume-Uni. Surtout, les profondes transformations du Royaume-Uni opérées au cours des dix dernières années restent assez peu connues voire mal comprises en France. Cette méconnaissance tient à deux raisons principales.

D'une part, les politiques thatchériennes n'ont guère suscité d'enthousiasme en France – le Royaume-Uni était alors perçu comme un pays ultra libéral mettant à mal le droit du travail et favorisant le sous investissement dans le secteur public<sup>1</sup>.

D'autre part, le modèle économique étranger de référence en France a longtemps été l'Allemagne. Entre 1970 et 1990, l'ensemble de la classe politique et économique française avait davantage les yeux tournés outre-Rhin qu'outre-Manche. Or, aujourd'hui, le pays souffre d'une croissance quasi-nulle, d'un taux de chômage de

<sup>1</sup> Part des dépenses publiques dans le PIB dans les années 1980 : France : 45%, Royaume-Uni : 23%

11,4%<sup>2</sup>, et à l'instar de la France, il existe aujourd'hui en Allemagne une forte anxiété sociale. La France a donc perdu son modèle étranger favori, celui des années 1970-80.

Trente ans plus tard, la France cherche ailleurs et clame bien souvent la supériorité du modèle scandinave. Or, la Suède comme le Danemark, de par leur population, leur géographie, la structure de leur PIB et de leur tissu d'entreprises, souffrent mal la comparaison, et la France aura du mal à s'inspirer de leurs systèmes socio-économiques.

### **Quelques clés de réformes pour une adaptation du modèle socio-économique français en un modèle social gagnant et durable**

Il ne faudrait pas avoir peur aujourd'hui de s'inspirer de ce qui marche : le modèle britannique a réussi à créer une société de plein emploi, pacifiée et confiante en l'avenir. Le Royaume-Uni est un pays pro-business focalisé sur la création de richesses, dont les fruits sont redistribués dans des politiques sociales. Ainsi, la part des dépenses publiques dans le PIB est passée d'une moyenne de 23% dans les années 1980 à 37% en 2000 et à 43% en 2005 – part quasiment équivalente à la dépense publique allemande. Créé en 1999, le *minimum wage* a atteint cette année un niveau quasiment équivalent au Smic français<sup>3</sup> ; il a augmenté de 40% en 6 ans, une augmentation plus rapide que les salaires du secteur privé. Enfin, depuis 1997, les 10% des ménages les plus pauvres se sont enrichis plus vite que la moyenne de la population (+10,8%) alors que les 10% les plus riches se sont appauvris de 4,4%<sup>4</sup>.

---

<sup>2</sup> Office fédéral du travail, mars 2006

<sup>3</sup> Minimum wage : € 7,93/heure (£ 5,35 au 1<sup>er</sup> octobre 2006), Smic : € 8,27/heure (au 1<sup>er</sup> janvier 2006)

<sup>4</sup> Sociétal, n.49 « Les leçons du modèle britannique ».